

L'économie de la Guyane en 2011 Un dynamisme persistant

La situation économique de la Guyane reste dynamique en 2011, avec en particulier un regain de l'activité en fin d'année.

Malgré la poursuite de la dégradation du marché de l'emploi et une hausse des prix plus soutenue, la consommation des ménages et l'investissement des entreprises sont bien orientés. Le marché guyanais, qui bénéficie toujours d'une nette croissance démographique générant des besoins en termes de consommation, d'infrastructures, est devenu un « pôle d'attraction » pour les investisseurs antillais qui sont confrontés à la maturité de leurs propres marchés. Ces derniers sont présents entre autres dans le secteur immobilier et la grande distribution.

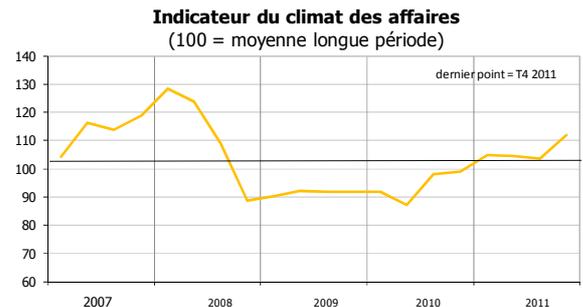
La filière spatiale et le secteur de la construction continuent d'exercer un effet d'entraînement sur l'économie.

En croissance modérée depuis le début de l'année, l'activité de financement s'accélère fin 2011, soutenue par l'évolution des encours de crédit d'équipement et, toujours, de crédit à l'habitat. L'activité de collecte d'épargne enregistre également un net rebond au quatrième trimestre grâce, notamment, à une forte progression des dépôts à vue des agents.

UNE FIN D'ANNÉE BIEN ORIENTÉE

Le climat des affaires se redresse

Depuis le premier trimestre de l'année, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) dépasse sa moyenne de longue période, après deux ans à un niveau inférieur. Malgré un léger repli au troisième trimestre 2011, l'ICA progresse fortement en fin d'année.

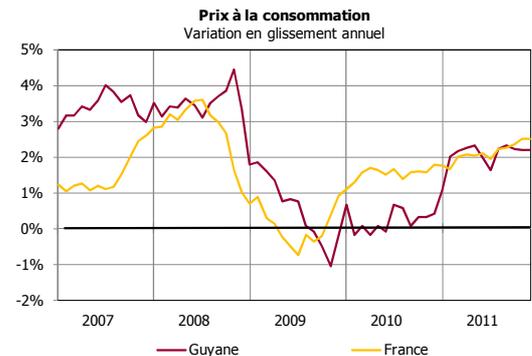


Source : Enquête de conjoncture de l'EDOM

La hausse des prix rejoint le rythme national

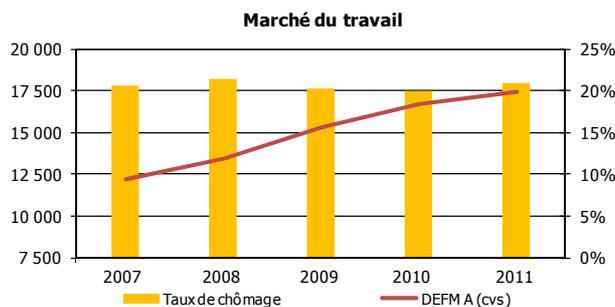
L'année 2011 est marquée par un retour de la hausse des prix en Guyane. Après deux années de relative stabilité (-0,2 % en 2009 et +0,4 % en 2010), elle tend vers le rythme de la France entière.

L'indice des prix progresse de 2,2 % en glissement annuel à fin décembre 2011. Il est tiré par la hausse des prix de l'ensemble des postes de consommation, plus spécifiquement des prix de l'énergie (+12,4 %).



Source : INSEE

La dégradation du marché du travail se poursuit



Sources : DIECCTE, INSEE

La situation sur le marché du travail reste difficile, caractérisé par le manque d'adéquation entre l'offre et la demande d'emploi et un important « halo » du chômage (personnes souhaitant travailler mais classées comme inactives), pratiquement équivalent au nombre de chômeurs. Le taux de chômage évolue peu (21,0 % en juin 2011) et celui des jeunes (moins de 25 ans) reste particulièrement élevé (47,8 %).

Le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) progresse de 4,5 % entre décembre 2011 et décembre 2010 (contre + 10,9 % /an en moyenne sur les trois dernières années). En parallèle, le

nombre de bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA), mis en place au 1^{er} janvier 2011, passe la barre des 16 000 personnes en fin d'année.

La consommation des ménages est bien orientée

La consommation des ménages reste bien orientée sur l'année, malgré quelques signes d'essoufflement au troisième trimestre. Les commerçants interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM témoignent d'une hausse de leur activité ; les importations de biens de consommation progressent de 8 % en valeur sur un an, et les ventes de véhicules neufs aux particuliers enregistrent une hausse de 4,4 %.

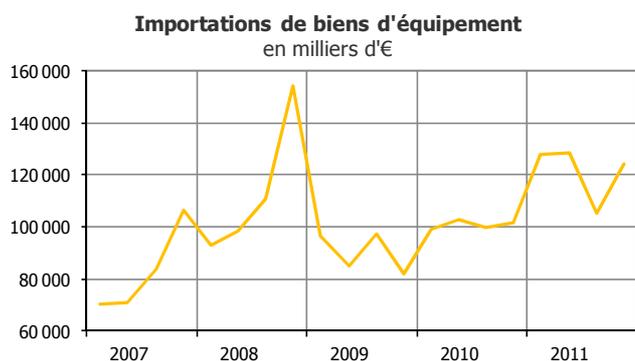
Le secteur de la grande distribution accueille une troisième enseigne de « grandes et moyennes surfaces » avec l'ouverture d'un nouvel hypermarché au deuxième semestre 2011.

En revanche, la vulnérabilité des ménages se détériore : hausses des retraits de cartes bancaires (+13,5 %), du nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (+6,5 %) et des dossiers de surendettement présentés à la commission (+9,7 %).



Source : Douanes, données trimestrielles CVS

L'investissement des entreprises progresse



Source : Douanes, données trimestrielles CVS

L'investissement des entreprises poursuit son redressement de façon graduelle après une année 2010 mitigée. Les importations de biens d'équipement marquent une progression significative (+ 20,5 % en valeur sur un an) en liaison notamment avec l'activité du secteur spatial et la préparation des campagnes des lanceurs Soyouz et Vega. Le nombre de projets d'investissement privé en provenance des Antilles serait également en croissance, compte tenu de l'attractivité et du marché potentiel que représente le territoire. L'investissement public reste solide, avec la poursuite de la réhabilitation des quais du port, la construction d'infrastructures scolaires et de transport. L'enquête de conjoncture de l'IEDOM fait état d'une hausse des prévisions d'investissement en fin d'année après une période d'attentisme.

Le financement bancaire de l'investissement est dynamique, particulièrement en fin d'année. Les encours de crédit à l'équipement des entreprises progressent de 19 % sur un an à fin décembre et ceux des crédits d'investissements publics aux collectivités locales de 6 %.

L'investissement des ménages reste bien orienté, ces derniers profitant en matière immobilière de la fin annoncée d'un certain nombre d'avantages fiscaux.

Des importations en hausse

Les importations poursuivent leur progression soutenue (+23,6 % cvs après + 13,9 % cvs en 2010), notamment sur les « produits des industries agro-alimentaires, les produits pétroliers et le matériel de transport, portés par la bonne tenue de la consommation et la hausse du cours du pétrole. Les recettes d'octroi de mer sur les biens destinés aux ménages comme aux entreprises augmentent sur l'année 2011 (+8,8 % cvs, après +6 % en 2010 et -2 % en 2009).

Les exportations sont en léger retrait (-3,9 % cvs).

LE SPATIAL ET LA CONSTRUCTION : DES SECTEURS TOUJOURS MOTEURS

Un secteur agricole toujours morose

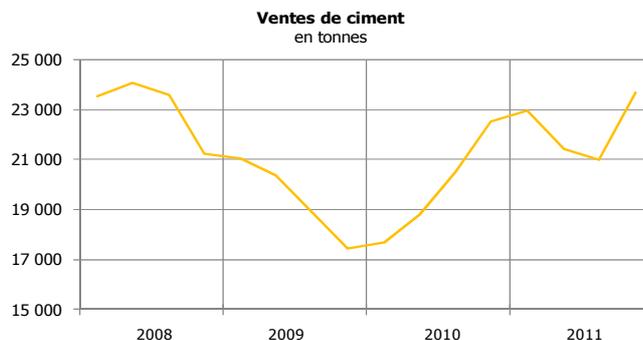
L'activité du secteur primaire et des industries agroalimentaires est moins dynamique et se contracte légèrement en fin d'année. Les exportations de produits agroalimentaires reculent en valeur (-12,6 % cvs). Les quantités de poissons expédiées sont également en repli par rapport à l'an dernier (-9,8 % cvs), alors que le tonnage de crevettes à l'export progresse de +5,5 % (cvs) en dépit du recul marqué en fin d'année. L'activité de la pêche reste handicapée par la faiblesse des infrastructures et les problèmes de pêche illégale ; en fin d'année, le secteur est impacté par la mise en liquidation d'un armateur spécialisé dans la crevette, en difficulté financière depuis une dizaine d'années.

Les volumes d'abattages de bovins et de porcins sont également en retrait (-17 % cvs sur l'année).

Dans la filière rizicole, la production reste nulle compte tenu de l'arrêt, courant 2010, des activités du groupe espagnol SOS qui exploitait les rizières de Mana. Mi-2011, le groupe Deoleo, nouveau nom de SOS, a pris la décision de relancer l'exploitation, mais il se heurte à des difficultés d'ordre réglementaire (sur les produits phytosanitaires) vis-à-vis de l'Union européenne.

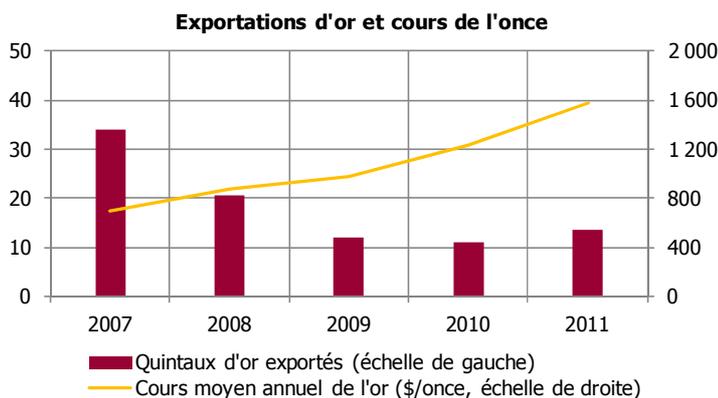
Un secteur de la construction dynamique

La demande reste très importante, tant en termes d'infrastructures que de logements, malgré la fin des grands chantiers. Les besoins en logements sont estimés à 3 500/4 000 logements par an contre une production moitié moindre. Les opérateurs locaux (notamment les trois sociétés d'économie mixte) connaissent de grosses difficultés en termes de visibilité du marché et de capacités pour satisfaire cette demande. L'activité s'améliore fortement en fin d'année, soutenue par des projets liés à la construction de nouveaux logements sociaux (zone de Soula), à l'aménagement du territoire (échangeur de Balata) et a été dopée par la fin annoncée de certaines mesures de défiscalisation. Les ventes de ciment enregistrent une augmentation de 12 % sur l'année.



Source : Ciments guyanais - hors fillers et liants, données trimestrielles CVS

Une production atone des industries traditionnelles guyanaises



Source: Douanes, AFD

Le déclin des volumes d'or produits et exportés, qui est à l'œuvre depuis une dizaine d'années, semble s'arrêter en 2011. La filière est fortement affectée par l'orpaillage clandestin (estimé de 7 à 10 tonnes par an en dépit des efforts relatifs à la destruction des sites illégaux) et par le durcissement des contraintes réglementaires. En 2011, la Guyane exporte officiellement 1,35 tonne d'or, pour une valeur de 46 M€. Le métal précieux confirme son statut de valeur refuge, oscillant en moyenne sur les trimestres entre 1 380 \$ et 1 680 \$ l'once, avec une légère inflexion en fin d'année.

Les volumes de grumes sorties de forêt reculent de 1,2 % (cvs), de même que la valeur des exportations de bois (-7,8 % cvs). Ces volumes ont franchi voici quatre ans un pallier et stagnent depuis autour de 70 000 m³ (excepté en 2009 où on a enregistré une bonne année).

Un lanceur supplémentaire pour l'activité spatiale

En 2011, Arianespace a réussi 7 lancements au Centre spatial guyanais contre 6 en 2010. On recense ainsi sur l'année, après un certain nombre de reports techniques, 5 lancements d'Ariane 5 et, pour la première fois, 2 lancements sur le nouveau pas de tir Soyuz (lanceur russe de capacité moyenne) effectués durant les trois derniers mois de l'année. Les années 2011-2012 sont considérées comme des années charnières avec le développement des offres de lancement d'Arianespace qui dispose, depuis le premier trimestre 2012 avec le lancement inaugural de Vega (lanceur européen pour des charges de 1,5 tonne), d'une offre complète de services. Depuis novembre 2011 et pour la première fois dans l'histoire spatiale guyanaise, les équipes opérationnelles d'Arianespace ont été déployées en parallèle sur les trois ensembles de lancement Ariane, Soyuz et Vega dans le cadre de leurs campagnes respectives.

Un secteur touristique en recherche de développement

Le trafic recensé à l'aéroport de Cayenne-Félix Eboué continue de croître, mais à un rythme moindre, totalisant 435 000 passagers à fin décembre (soit +2,7 % en 2011, contre +3,2 % en moyenne sur les quatre dernières années). Le taux d'occupation des hôtels homologués reste stable, s'établissant en moyenne sur l'année à 61,8 % mais le nombre de nuitées progresse de 4,2 % après un recul de 3,2 % en 2010. Les professionnels du tourisme émettent une opinion plutôt positive sur leur activité en 2011.

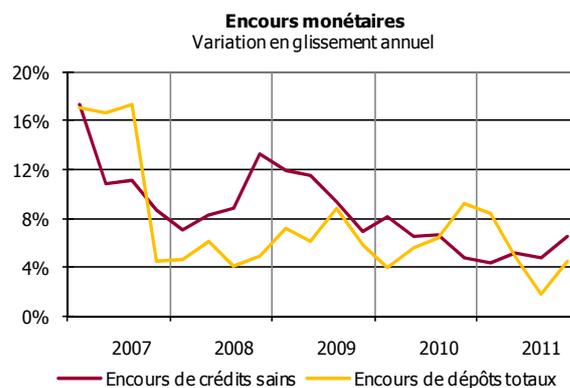
ACCÉLÉRATION DU FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE EN FIN D'ANNÉE

Le financement de l'économie guyanaise est principalement assuré par les établissements de crédit implantés localement. La croissance annuelle des concours bancaires, soutenue par une forte demande de financements de logements, est essentiellement portée par les crédits à l'habitat (octroyés notamment aux ménages et aux bailleurs sociaux) qui représentent plus de 50 % de l'encours total.

Ce marché est fortement porteur et concurrentiel sur le département, avec un encours qui a doublé en 4 ans. Les entreprises (notamment les bailleurs sociaux) concentrent près de 50 % de l'endettement global du département, contre 30 % pour les ménages et 15 % pour les collectivités locales.

Un rebond de la collecte d'épargne au 4^e trimestre

L'activité de collecte des établissements de crédit installés localement est morose sur les trois premiers trimestres de l'année avec un recul des dépôts à vue et, pour la première fois depuis trois ans, une baisse de l'épargne à long terme au troisième trimestre 2011. Le quatrième trimestre laisse apparaître un net rebond de l'activité de collecte d'épargne, totalisant à fin décembre 2011 un encours de 1,4 milliard €, avec une progression sur douze mois de 4,5 % (après +9,3 % à fin décembre 2010 et +5,8 % à fin décembre 2009). Elle est soutenue par la bonne orientation des dépôts à vue des ménages (+14,2 M€) et des entreprises (+22,4 M€), des encours de livrets A (+10,5 M€) et d'assurance vie (+13 M€).



Source : IEDOM, données trimestrielles SURFI

Une croissance des crédits aux entreprises

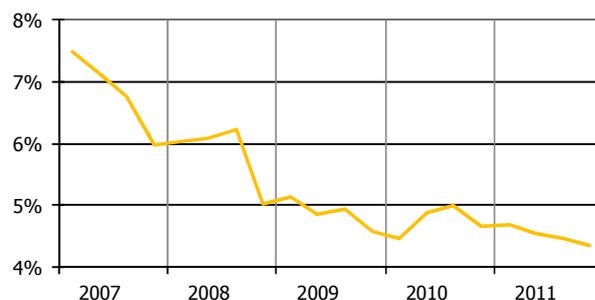
L'activité de crédit, bien qu'en progression, marque quelque peu le pas au cours de l'année 2011. Toutefois, on relève une fin d'année particulièrement dynamique, soutenue par le financement de l'équipement des entreprises. L'encours sain de crédits consentis par l'ensemble des établissements de crédit (installés ou non localement) atteint ainsi 2,3 milliards € à fin décembre 2011, progressant sur un an de 6,6 % à fin décembre (après +4,7 % à fin décembre 2010 et +7 % à fin décembre 2009).

Les financements octroyés aux entreprises totalisent 1,21 milliard € d'encours sains (+7,5 % sur un an après +0,5 % fin 2010). Cette progression s'explique essentiellement par les encours de crédit d'équipement des entreprises qui augmentent de 19 % sur un an à fin décembre (+53 M€), progression plus accentuée en fin d'année, relevée essentiellement auprès des établissements non implantés localement.

Les ménages disposent pour leur part d'un encours de 733 M€ à fin 2011 (+7,9 % sur un an après +13,9 % fin 2010). L'investissement des ménages est stimulé par la forte demande en logements et la fin annoncée de certains avantages fiscaux en 2011. L'encours des crédits à l'habitat des ménages progresse de 10,8 % sur un an à fin décembre 2011, rythme toutefois deux fois moindre qu'en 2010 (+19,7 %) qui bénéficiait de taux d'intérêt historiquement bas.

Dans un contexte de politiques plus sélectives en matière d'octroi, le taux de créances douteuses brutes de la place (établissements installés localement) a diminué de moitié en cinq ans, s'établissant à 4,3 % à fin décembre 2011, et reste stable sur l'année, pour un encours de créances douteuses nettes de 31 M€.

Taux de créances douteuses brutes



Source : IEDOM, données SURFI, ECIL

PERSPECTIVES POUR L'ANNÉE 2012

Les premières tendances concernant le début de l'année 2012 sont bien orientées. Toutefois, une attention serait à porter sur l'évolution des prix, en liaison avec les coûts des carburants et la réforme du régime de l'octroi de mer, pouvant être générateur d'éventuelles tensions. Les chefs d'entreprises anticipent dans l'ensemble une amélioration de leur courant d'affaires d'après les prévisions de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM.

Dans le secteur spatial, 2012 sera l'année au cours de laquelle trois lanceurs seront en phase opérationnelle, avec une montée en charge des activités. Les perspectives à moyen terme sont bonnes avec un carnet de commandes d'Arianespace qui laisse augurer une activité soutenue pour les trois années à venir.

La construction de logements sociaux (ZAC de Macouria, logements de la zone de Soula, ZAC Saint-Maurice à Saint-Laurent, bouclages d'opérations liés à la fin annoncée de certaines mesures de défiscalisation) restera par ailleurs génératrice d'activité pour le secteur de la construction. L'aménagement du territoire sera également un soutien notable avec certains travaux qui ont déjà débuté fin 2011 (échangeur de Balata et celui des Maringouins, second pont du Larivot, complexe commercial de Matoury, éco-quartier de Rémire Montjoly, création ou mise aux normes des équipements sportifs dans le cadre de la base avancée de la coupe du monde de football de 2014 et des Jeux Olympiques de 2016 au Brésil).

Dans le secteur du tourisme, les perspectives sont favorables, en particulier à travers l'activité des navires de croisière, l'ouverture de nouveaux hôtels et l'arrivée de nouveaux flux touristiques en provenance du Suriname (produits « plateau des Guyanes »).

A plus long terme, on peut également évoquer la problématique d'exploitation des richesses minières et énergétiques du département avec la découverte du pétrole au large de la Guyane qui permet d'espérer d'ici à dix ans une activité dans le secteur des énergies fossiles. Dans le secteur aurifère, le SDOM (Schéma départemental d'orientation minière) est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2012, mais il est encore sujet à de nombreux débats et même à un recours de la Région Guyane auprès du Conseil d'Etat.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : J.-P. DERANCOURT

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : 13 mars 2012 – Dépôt légal : mars 2012 – ISSN 1952-9619